

Recherche auprès des partenaires sociaux

de Pelicano Fondation contre la pauvreté infantile



Pelicano
Fondation contre la pauvreté infantile

Ensemble, éloignons les enfants de la pauvreté

Pelicano est une Fondation d'utilité publique ~ Sous le haut patronage de Son Altesse Royale Astrid

Recherche auprès des partenaires sociaux

de Pelicano Fondation contre la pauvreté infantile

Dr Nicolas JACQUET, Coline GENERET, Prof Didier VRANCKEN (ULiège)

Dr Caroline VANDEKINDEREN (HO GENT) & Prof Griet Roets (UGent)

Prof. Daniel ZAMORA VARGAS (ULB)

Vandekinderen, C., Generet, C., Jacquet, N., Zamora Vargas, D., Vrancken, D., Roets, G., (2022),

Enquête auprès des partenaires sociaux de la Fondation Pelicano, Liège, p.64

Contact : Nicolas Jacquet, Université de Liège, Place des Orateurs, 3 (Bât. B31 - Quartier Agora) 4000 Liège, njacquet@uliege.be





Table des matières

1. La pauvreté des enfants : une violation des droits de l'enfant	4
--	----------

2. Recherche commanditée par Pelicano	5
2.1. L'ambition de Pelicano	5
2.2. Le dossier de recherche et les questions	6

3. Lutte contre la pauvreté des enfants : entre charité et justice	6
3.1. Charité	6
3.2. Droit	7

4. Méthodologie de recherche	8
4.1. Approche de recherche qualitative	8
4.2. Stratégies de collecte de données	8

5. Résultats de recherche	10
5.1. Conditionnalité et contradiction	10
5.2. Instrumental ou axé sur les domaines de la vie	20
5.3. Sélectif ou universel	28

6. Synthèse	37
--------------------	-----------

7. Recommandations	38
7.1. Mettre en œuvre la professionnalisation des partenaires sociaux et des espaces d'intervention	38
7.2. Définir le critère d'extrême pauvreté	39
7.3. Redessiner l'allocation des ressources vers une universalité proportionnelle	39
7.4. Entamer une réflexion sur l'impact et la légitimité de Pelicano	40
7.5. Légitimer l'action de Pelicano à travers son professionnalisme et la reconnaissance de son expertise	40
7.6. Définir un plan stratégique	41

I. La pauvreté des enfants : une violation des droits de l'enfant

La pauvreté des enfants est historiquement un problème social persistant dans les sociétés occidentales (Platt, 2005 ; Cantillon, 2011). L'accent mis sur la lutte contre la pauvreté des enfants dans les politiques, les pratiques et la recherche dans les pays industrialisés a considérablement augmenté ces dernières années en raison du nombre croissant d'enfants qui grandissent dans la pauvreté. En Europe, un enfant sur cinq est exposé au risque de pauvreté (Reynaert et al., 2021). Cette tendance se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté n'a pas diminué de manière significative au cours des dernières décennies, alors qu'au cours de la même période, cette question était considérée comme prioritaire dans les politiques des États-providence européens tels que la Belgique.

Il existe un consensus international sur le fait que vivre et grandir dans la pauvreté est une violation des droits de l'homme et de l'enfant (Lister, 2004 ; Dean, 2015). Par conséquent, la pauvreté des enfants est un problème social qui nécessite une action publique urgente dans notre société, non seulement de la part du gouvernement, mais aussi du monde des entreprises et de l'initiative privée dans la société civile.

La pauvreté des enfants est néanmoins un problème complexe et multidimensionnel, qui touche les enfants et les familles dans plusieurs domaines de la vie. La pauvreté des enfants consiste en une somme de :

- Le manque de **ressources sociales matérielles**, telles que les revenus (familiaux), avec des implications en matière de logement (vous ne pouvez pas acheter une maison, vous devez louer), de mobilité (pas de voiture ou de transports publics, ...).
- Le manque de **ressources sociales ou immatérielles et de services de base**, tangibles dans l'exclusion de la garde d'enfants, de l'éducation, de l'emploi, des soins de santé, des services sociaux, des arts, de la culture et des loisirs,
- Leur accumulation conduit à **l'impuissance et au découragement**. Au cœur du problème de la pauvreté pour les personnes en situation de pauvreté se trouve l'expérience du manque de pouvoir pour aider à définir les stratégies que nous pouvons utiliser en tant que société pour combattre ce problème social. Ils se découragent parce qu'ils ne parviennent pas à sortir du cercle vicieux de la pauvreté.

Le maintien de la pauvreté et de l'inégalité sociale conduit à l'aliénation de ce qui est socialement juste dans la société. Vivre et survivre dans la pauvreté fait que l'on se retrouve dans une société qui a peu ou pas de compréhension, alors que cela peut arriver à chacun d'entre nous. Par exemple une maladie chronique, un accident, un manque d'éducation, un chômage de longue durée, ...

2. Recherche commanditée par Pelicano

2.1. L'ambition de Pelicano

Pelicano ne reste pas les bras croisés car grandir dans la pauvreté a un impact désastreux sur l'avenir des enfants dans notre société, et sur le développement d'une réelle perspective d'avenir. L'ambition de Pelicano est conforme à nos propres ambitions en matière de recherche, d'enseignement et de prestation de services de ces dernières années.

En effet, le manque de ressources sociales et de services de base de qualité a un impact pernicieux sur le développement des aspirations et des perspectives d'avenir des enfants et des jeunes. Malgré leur résilience, ils se rendent très vite compte de la façon dont les inégalités sociales se reproduisent et, en guise de stratégie de survie, ils se résignent souvent, dès leur plus jeune âge, à ne pas pouvoir réaliser leurs rêves, comme une forme de malchance prévisible. L'exemple de Benjamin, un garçon de 7 ans avec lequel nous avons interagi lors d'une récente recherche, est éloquent :

“Demain, mon père m'offre un nouveau vélo, il a économisé pour ça ! Je vis près d'ici. Avec mon vélo, je vais dehors pour faire du vélo ou au domaine provincial avec papa, mais je peux aussi faire du vélo avec mes amis pour aller à l'école ou ici (travail des enfants) sans papa. Même avec mes amis de m'école, j'ai abandonné en première. Je veux être policier plus tard, mais je préfère être facteur. Ensuite, je n'ai plus qu'à mettre tout dans des boîtes aux lettres et ce n'est pas beaucoup de travail, puis je n'ai plus besoin de lire grand-chose, seulement des adresses, parce que je ne peux pas le faire de toute façon. Et j'ai déjà un vélo !”

Benjamin, âgé de 7 ans, dans Roets, Roose, & Bouverne-De Bie, 2013

À l'âge de 7 ans, Benjamin se considère déjà comme un cas problématique chronique à l'école en tant qu'élève redoublant en première année. Après l'école, il passe son temps libre en classe de devoirs, où l'on essaie de le remettre à niveau pour l'épreuve de la classe. Dans cet esprit, il indique déjà qu'il n'est plus motivé pour aller à l'école : il peut devenir facteur même sans savoir lire et écrire. La résilience du garçon est grande, mais c'est précisément à cause de cela qu'il ne problématise pas sa situation et perd ses aspirations et ses ambitions dans la vie.

C'est pourquoi Pelicano lutte contre la pauvreté des enfants, considérée comme une forme d'inégalité sociale grave. Cela signifie qu'il faut comprendre que le fossé entre les riches et les pauvres est un problème central. C'est pourquoi Pelicano s'efforce de collecter des fonds pour redistribuer les ressources et fournir un soutien financier durable aux enfants et aux familles jusqu'à ce que les enfants obtiennent leur diplôme, et ce afin de briser le cercle vicieux de la pauvreté et de créer des opportunités futures plus ouvertes.

2.2. Le dossier de recherche et les questions

Pour travailler avec les enfants et les familles, Pelicano établit des liens avec des “partenaires sociaux”, qui restent en contact direct avec les enfants et les parents pour fournir un soutien financier durable tout au long de l’année. Les partenaires sociaux sont divers, allant des acteurs de l’éducation (par exemple, le coordinateur social à l’école) aux professionnels de l’aide à la jeunesse ou des CPAS.

Cette recherche est commanditée par Pelicano et a pour objectif de rencontrer les partenaires sociaux avec lesquels la Fondation travaille afin de répondre aux questions suivantes :

- Quelle est la valeur ajoutée de la collaboration avec Pelicano pour ses partenaires sociaux ?
- Quelle est la manière dont ses partenaires travaillent avec les enfants et leurs familles ?

3. Lutte contre la pauvreté des enfants : entre charité et justice

La lutte contre la pauvreté en général, et la lutte contre la pauvreté des enfants en particulier, se situe historiquement sur le terrain de tension entre la charité et le droit. Historiquement, les droits de l’homme et de l’enfant ont été mis à l’ordre du jour avec la création de notre État-providence. L’orientation des différents acteurs de la société : la réduction de la pauvreté (des enfants) devient dès lors une responsabilité du gouvernement, parallèlement à l’engagement de la société civile, pour réaliser les droits.

3.1. Charité

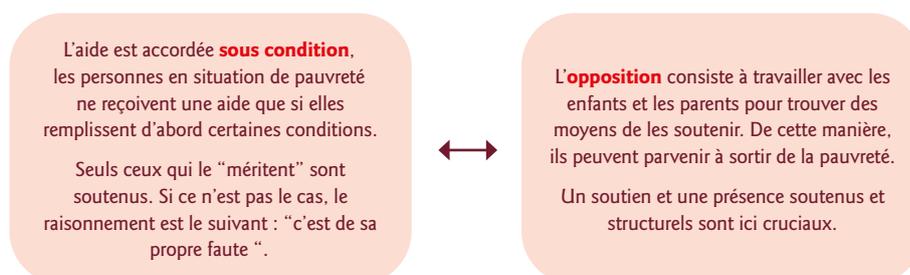
Auparavant, l’engagement à lutter contre la pauvreté (des enfants) reposait principalement sur la charité, sur l’initiative privée de la société civile. La charité reposait sur le principe qu’il fallait évaluer la volonté des bénéficiaires à se comporter selon les normes sociales. L’idée sous-jacente était que les enfants et les personnes en situation de pauvreté méritent d’être soutenus si et seulement s’ils font des efforts pour s’intégrer dans la société. Le soutien proposé par les acteurs de la charité était et reste temporaire : le soutien consiste souvent en des dons tels que la distribution de nourriture, le don de vêtements d’occasion, un cadeau ou un don un jour particulier, ...

3.2. Droit

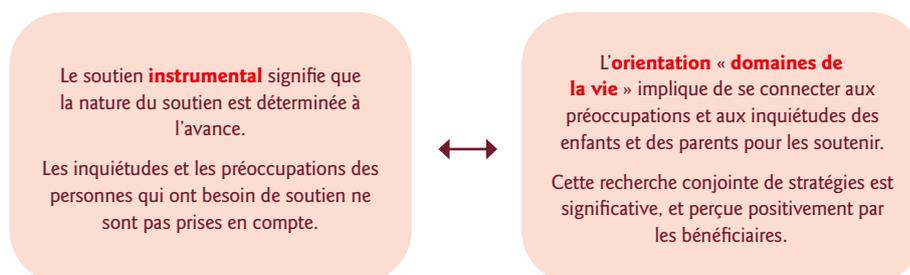
La réalisation des droits passe par la réduction de la pauvreté structurelle et la responsabilité du gouvernement en collaboration avec la société civile, dans l'interaction avec le marché. Ensemble, ils peuvent façonner une stratégie globale de réduction de la pauvreté. Le point de départ n'est plus que les enfants et les personnes en situation de pauvreté méritent un soutien, mais qu'ils y ont droit. Un soutien est alors apporté, entre autres, par le biais de prestations visant à augmenter le revenu familial, et à offrir des services de base abordables et de qualité tels que l'éducation, les soins de santé, les offres de loisirs, etc.

Néanmoins, de nombreux pays européens, dont la Belgique, ont moins bien réussi à faire valoir l'approche par les droits au cours des dernières décennies. Il est donc important d'étudier les logiques sous-jacentes de la réduction de la pauvreté (des enfants), en se basant sur trois zones de tension :

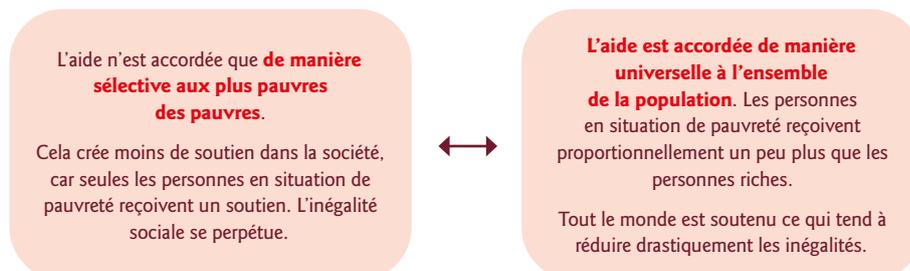
Conditionnalité - contradiction



Instrumental - orienté sur les différents domaines de la vie



Sélectif - universel



4. Méthodologie de recherche

4.1. Approche de recherche qualitative

Pour identifier la valeur ajoutée de Pelicano pour ses partenaires sociaux, et la façon dont ces partenaires travaillent avec les enfants et les familles en situation de pauvreté, nous avons opté pour une démarche de recherche qualitative. La recherche qualitative permet d'obtenir des informations approfondies sur les pratiques de travail et les orientations des valeurs normatives des partenaires lorsqu'ils fournissent des ressources et un soutien aux enfants et à leurs familles en situation de pauvreté.

4.2. Stratégies de collecte de données

L'équipe de recherche a mené des entretiens qualitatifs semi-structurés (Bogdan & Biklen, 2007) avec des partenaires sociaux (n=20 : 10 dans la partie francophone et 10 dans la partie néerlandophone) à travers la Belgique et avec des membres de Pelicano (n=7 : 3 dans la partie francophone et 4 dans la partie néerlandophone).

La composition de la population des partenaires interrogés dans la partie néerlandophone et francophone était basée sur un choix raisonné (Friedberg, 1988) d'inclure de la diversité dans l'échantillon. Les participants ont été sélectionnés sur la base de caractéristiques selon le type de structures (école, asbl, CPAS, etc.), la province, les fonctions et le nombre d'années d'activité des partenaires, ... La sélection s'est opérée sur la base d'une liste prédéfinie fournie par Pelicano.

Dans ce qui suit, nous énumérons les participants à l'étude et les dates auxquelles les entretiens ont été réalisés.

4.2.1. Fondateurs, dirigeants et administrateurs de Pelicano

Numéro d'entretien	Code du répondant	Date de l'entretien
1	A1	10/05/2021
2	A2	10/05/2021
3	A3	08/06/2021
4	A4	11/05/2021
5	A5	03/06/2021
6	A6	03/06/2021
7	A7	14/06/2021

4.2.2. Partenaires sociaux

- Provinces : Namur (n=1), Liège (n=2), Luxembourg (n=2), Brabant Wallon (1), Hainaut (n=2), Flandre occidentale (n=4), Flandre orientale (n=2), Anvers (n=2) + Bruxelles (n=4)
- Durée des entretiens : entre 1 et 2 heures
- Les 10 premiers entretiens ont été réalisés en français, les 10 autres en néerlandais.

Numéro d'entretien	Code du répondant	Type d'organisation	Date de l'entretien
1	P1	CPAS	24/06/2021
2	P2	Placement en famille d'accueil	24/06/2021
3	P3	Soins aux jeunes	28/06/2021
4	P4	CPAS	30/06/2021
5	P5	Aide alimentaire	05/07/2021
6	P6	École	05/07/2021
7	P7	Placement en famille d'accueil	06/07/2021
8	P8	CPAS	12/07/2021
9	P9	École	19/10/2021
10	P10	École	19/10/2021
11	P11	CPAS	07/07/2021
12	P12	CPAS	29/07/2021
13	P13	Centre orthopédique	08/07/2021
14	P14	Institut médico-pédagogique	02/07/2021
15	P15	Centre orthopédique	29/06/2021
16	P16	École	06/07/2021
17	P17	École	08/07/2021
18	P18	École	06/10/2021
19	P19	École	07/07/2021
20	P20	École	14/12/2021

4.2.3. Stratégies d'analyse des données

Les entretiens ont tous été enregistrés en audio ou en vidéo (dans le cas des entretiens en ligne en raison des limitations liées au covid-19) et entièrement retranscrits. Les données ont été analysées à l'aide d'une analyse thématique de contenu qualitative (Braun & Clarke, 2006).

Les données ont été analysées à l'aide d'une approche ciblée sur l'analyse de contenu (Hsieh & Shannon, 2005), en s'appuyant sur les résultats des recherches existantes sur les stratégies de réduction de la pauvreté des enfants. Les entretiens ont été analysés par le biais de "boucles de rétroaction" afin de relier la théorie et l'empirisme.

Ainsi, nous avons structuré les principaux résultats de notre étude en fonction des trois champs de tension dans la distinction entre le travail caritatif et le travail axé sur les droits :

- Conditionnel ou inconditionnel ;
- Instrumental ou axé sur les domaines de vie ;
- Sélectif ou universel.

L'analyse et les résultats de recherche sont le fruit d'un échange approfondi et permanent entre tous les auteurs de ce rapport. Les perspectives et les expériences des partenaires sociaux de Pelicano nous ont permis d'explorer les leçons que nous pouvons tirer de leurs pratiques.

5. Résultats de recherche

5.1. Conditionnalité et contradiction

5.1.1. Valeur ajoutée de Pelicano pour les partenaires sociaux

Pelicano soutient inconditionnellement les enfants et les jeunes de 0 à 18 ans, s'ils ont une résidence en Belgique, afin de garantir leur participation à l'enseignement. Pour les enfants de moins de 18 ans, l'aide financière par enfant est de 1 250 € pour les enfants de moins de 12 ans, et de 2 000 € pour les jeunes de 12 à 18 ans. La Fondation soutient tous les enfants des familles qu'elle aide en raison de leur extrême pauvreté. En outre, la Fondation peut intervenir en sus pour des dépenses extraordinaires, telles que des opérations médicales, un ordinateur portable, ...

Le partenaire social reçoit un budget forfaitaire par an versé en deux fois. Le budget est discuté et fixé au début du soutien avec la possibilité de le réviser si la situation de l'enfant évolue (admission à l'école secondaire, dépenses imprévues, activités de loisirs, etc.) Le partenaire est censé rendre compte et justifier l'utilisation des fonds à Pelicano. A cette fin, le partenaire social doit envoyer à la Fondation une feuille de calcul deux fois par an. La Fondation s'efforce de ne pas rendre cette procédure (trop) lourde et travaille sur une base de confiance avec les partenaires sociaux.

“L’avantage de Pelicano, c’est qu’ils ont une grande confiance en nous en tant qu’école. Qu’ils disent clairement : “Vous connaissez les enfants”. Vous connaissez les parents. S’ils ont de vieilles chaussures, ils les achètent, nous payons la facture”. Ce n’est pas comme si “Je dois d’abord dire ce qu’il va en faire et ainsi de suite, vous en rendez compte”. Ils comptent un peu sur nous, sur notre secrétariat, pour que nous contrôlions un peu cela, pour que ces dépenses ne soient pas extravagantes. Les parents font les courses, puis remettent le ticket et celui-ci est remboursé. Et notre coordinateur financier qui voit les souches. Supposons qu’il soit écrit : mascara, rouge à lèvres, etc. Ou des cosmétiques, je dis ça comme ça. Puis ils disent, nous pouvons en discuter.”

(Entretien P16)

La Fondation souligne l’importance d’un soutien flexible et à long terme. Par exemple, elle continue à apporter son soutien si la famille déménage dans une autre ville, commune ou province de Belgique, à la condition qu’un autre partenaire social soit désigné. De cette manière, les partenaires sociaux initiaux, qui ont notifié et soumis le cas au comité social de Pelicano, ne devront pas être les mêmes que les partenaires qui poursuivent le soutien aux familles.

Le contraste avec le soutien que peuvent apporter les CPAS est frappant.

“Le fonctionnement d’un CPAS, c’est bien beau, mais c’est un instrument rigide, un fonctionnement rigide. Parce que, tout ce que les gens demandent, nous avons un délai pour le traiter dans les trente jours, mais cela doit être présenté à un comité, cela doit être approuvé. Et bien sûr, les besoins de certaines familles, lorsqu’il y a de réels manques financiers, vous ne pouvez pas aller à ce comité tous les mois” *(Entretien P12)*.

Si la situation de la famille s’améliore, la Fondation suspendra son soutien. Il n’est donc pas question de supprimer le soutien à partir de ce moment-là.

“C’est pourquoi nous demandons à notre partenaire social : “Écoutez, ayez l’objectivité et l’honnêteté de nous dire quand une situation s’est à nouveau améliorée et que l’aide n’est plus nécessaire.” Et cela s’est déjà produit. Mais ce que nous leur donnons comme garantie en compensation, c’est : “ Nous ne fermons pas le dossier. Nous l’avons mis en attente. Vous n’avez donc pas besoin de retourner au comité social. Et si la situation se complique, vous nous le dites et nous réactivons le dossier. C’est vraiment l’une de nos particularités : une réponse pratique et rapide” *(Entretien A1)*

La Fondation peut prolonger le soutien si les jeunes souhaitent poursuivre leurs études. Pour les jeunes de l'enseignement supérieur, Pelicano intervient néanmoins pour couvrir tous les frais tant que les jeunes étudient.

“Les étudiants, nous payons tout là-bas : leur chambre, leurs frais d'inscription, leurs frais de voyage, leurs vêtements, l'argent pour boire, qu'ils puissent sortir, leur nourriture, leurs boissons, tout, tout. Le point commun est que nous payons tout pour ces enfants comme s'ils étaient les nôtres.” (Entretien A4)

5.1.2. Collaboration entre les partenaires sociaux et les enfants/familles

5.1.2.1. Externalisation de la gestion budgétaire auprès de partenaires sociaux

La liberté et la confiance que Pelicano accorde à ses partenaires s'accompagnent d'une certaine responsabilité dans la gestion du budget alloué. Bien qu'il ne soit pas nécessaire de soumettre une demande pour chaque dépense, les partenaires sont tenus de soumettre des relevés de dépenses semestriels. Ces dépenses peuvent être légitimées si elles correspondent à l'un des six besoins fondamentaux, comme l'explique l'un des administrateurs de Pelicano :

“Ils peuvent utiliser cet argent pour payer tout ce dont les enfants ont besoin. C'est quoi tout ça ? En fait, cela se cristallise sur environ six points, les besoins fondamentaux. (...) Un : nous exigeons un repas chaud par jour. (...) Deux : des vêtements décentes. Il ne s'agit pas de vêtements de luxe, mais de vêtements adaptés aux saisons. Et dans la mesure du possible, nous essayons toujours de faire en sorte que les enfants achètent des vêtements neufs et utilisent le moins possible des vêtements d'occasion. Les enfants ont aussi leur fierté, nous essayons de la respecter. Trois : soins médicaux et paramédicaux. Nous payons non seulement le frein, mais aussi les lunettes, les verres de lunettes, l'orthopédie, l'orthophonie, l'aide psychologique, Quatre : les soins d'hygiène, qu'ils soient douchés quotidiennement, que leurs cheveux soient peignés, leurs dents nettoyées, etc. Six : tout ce qui concerne le sport et les jeux pour ces enfants et ces jeunes. Appelez les activités de loisirs, la vie sociale,....” (Entretien A4)

Cette description de toute une série de besoins fondamentaux pouvant être couverts par le budget laisse une grande place à l'interprétation. L'estimation de la manière dont les ressources sont idéalement déployées est laissées aux partenaires, qui sont censés gérer le budget “ en bon père de famille”.

5.1.2.2. Double mandat de soutien et de contrôle

L'étude montre une grande différence entre les partenaires en ce qui concerne la façon dont le budget est géré, les coûts qui sont légitimés et l'implication de la famille/des parents dans celui-ci. Tout cela est lié à la perception de la pauvreté par chaque partenaire (problème structurel ou individuel plus ou moins important, problème social ou éducatif, conséquence d'un manque de ressources ou d'une mauvaise gestion de ces ressources, ...). La façon dont la pauvreté est définie se ressent dans la manière dont le budget est géré et dépensé par le partenaire social. Les différentes pratiques qui se déploient se situent dans une tension centrale entre soutien et contrôle, où respectivement moins ou plus de conditions sont formulées par les partenaires en plus de celles de la Fondation.

5.1.2.3. Le rôle des parents

Certains partenaires sociaux évaluent la responsabilité des parents en matière de dépenses. Ainsi, le comportement responsable des parents devient implicitement une condition pour bénéficier de l'aide de la Fondation :

“Et donc je suis favorable - c'est triste, mais il faut se débrouiller - à ce que les gens - même s'ils sont dans un schéma collectif, même s'il y a des dettes - les gens qui ont pour objectif de payer leurs factures... parce qu'il faut tendre vers une vie meilleure... Et en fait, je ne veux pas que les parents achètent tout ce qu'ils veulent... Parce que vous venez chez certaines personnes, le loyer n'est pas payé mais vous avez la Playstation 5.” *(Entretien P5)*

Cependant, Pelicano déclare explicitement que la responsabilité des parents dans la situation de pauvreté ne constitue pas un critère à prendre en compte. La fondation justifie cette stratégie en évoquant l'innocence des enfants et ne souhaite pas que les partenaires opèrent une distinction entre les besoins des enfants et ceux des familles dans leur ensemble.

Dans le même temps, des lectures plus nuancées du comportement apparemment irrationnel des parents en matière de dépenses circulent également parmi les partenaires sociaux :

“Donc, si la mère a le billet de 50 € dans les mains et va faire un autre achat parce que - je pourrais la comprendre - elle en a marre et a 50 € pour une fois. Qu'ensuite elle ne veuille pas payer la facture, mais qu'elle veuille juste revenir avec un cornet de glace pour ses enfants, je peux le comprendre.”
(Entretien P5)

Pelicano souhaite confier le budget à un partenaire social, et non aux parents eux-mêmes :

“On ne donne pas non plus le budget aux parents, on le donne à l'école, ou au CPAS, ou au partenaire, si c'est un privé. Nous ne pouvons pas prendre le risque de donner l'argent aux parents, quelle est la chance que ces enfants en bénéficient ? Cette chance est très faible, cette chance est presque nulle.” (Entretien A4)

Dans la même logique, la Fondation ne communique jamais aux parents le budget disponible. Dans la pratique, nous voyons apparaître différentes approches selon les partenaires qui informent ou non les parents des montants concrets disponibles. Cela reflète également des perspectives divergentes sur les personnes vivant dans des situations précaires, et sur le fait que les gens se comportent ou non de manière responsable dans de telles situations. Par exemple, d'une part, il semble y avoir une certaine méfiance :

“Nous ne transmettons pas les montants aux familles car nous savons qu'elles vont en abuser un peu. L'utiliser à mauvais escient, dans le sens où, s'ils le savaient, ils seraient au téléphone tous les deux jours avec un travailleur social pour dire “ah oui, il restait du budget, je peux l'acheter donc ?”.

(Entretien P14)

D'autre part, les partenaires sociaux indiquent que les familles ne demandent jamais plus que ce qui est strictement nécessaire :

“Mon idée est la suivante : donnez-leur tout ce que vous avez, et les gens utiliseront ce dont ils ont besoin avec parcimonie car ils savent que s'ils demandent, il y en aura assez. Si vous dites : vous n'obtenez que ça, alors ils cherchent toujours : comment pouvons-nous obtenir plus ou..... Dites simplement : regardez, ce dont vous avez besoin sera disponible. Et puis, nous avons vu que les gens sont aussi frugaux. Nous n'avons pas de parents qui abusent de ça. (Entretien P13)

Un partenaire social a présenté Pelicano aux parents comme une fondation qui interviendrait dans la situation parentale (et dans le mandat parental) si les parents n'envoyaient pas leur enfant à l'école. Ici, Pelicano est présenté comme une menace, et la dépendance des parents est davantage soulignée :

“ Récemment, j'ai eu une famille dont le petit garçon ne venait pas à l'école le mercredi parce qu'il était fatigué. Il est en première année... Il doit donc aller à l'école. Alors je lui dis [au père] : “ Écoutez, Monsieur. Si je dois dénoncer votre fils à la Direction générale de l'enseignement obligatoire, il y aura des répercussions sur l'association Pelicano car vous

êtes responsable. Vous êtes obligé d'envoyer votre enfant à l'école tous les jours de la semaine - sauf raison médicale - mais si vous ne le faites pas, votre responsabilité sera prise et Pelicano interviendra pour aider vos enfants à recevoir une bonne éducation et à sortir de cette incertitude." (...) Oui. J'ai une fois menacé cette famille. Et maintenant, l'enfant vient plus régulièrement à l'école et quand il est malade, j'ai des preuves." (Entretien P9)

5.1.2.4. Différents systèmes de paiement et degrés de contrôle

La diversité des pratiques des différents partenaires s'étend également aux systèmes de paiement effectivement utilisés, avec différents degrés de choix et différents niveaux de contrôle par le partenaire en tant qu'exécutant. Certains partenaires sociaux font les courses avec les enfants ou les familles, d'autres demandent les souches après coup et travaillent avec les reçus. Certains partenaires ont progressivement adapté leur système pour des raisons organisationnelles et logistiques. Il en résulte un choix légèrement plus large pour les parents :

“ Oui, nous payons les vêtements et les chaussures, juste en fonction de l'enfant. La façon dont nous procédons a également évolué. Auparavant, au début, j'avais l'habitude d'emmener les enfants dans la camionnette de l'école et de les conduire au magasin de chaussures, pour acheter des vêtements. Au fil des années, il n'était plus vraiment possible de mettre tous ces enfants dans un seul fourgon. Ensuite, je suis passé à des reçus que je remets personnellement aux enfants, puis les parents doivent en fait me scanner le reçu, c'est-à-dire le ticket, et celui-ci est collecté dans le dossier.”

(Entretien P14)

Les partenaires sociaux recherchent un équilibre entre, d'une part, la possibilité de choisir et, d'autre part, le contrôle du montant dépensé :

“Je suis aussi la personne qui fait les courses pour eux. Pour ce qui est de la nourriture, c'est généralement avec eux, car je ne vais pas décider de ce qu'ils vont manger, je ne le fais pas. Mais je fais du shopping avec eux. (...) Oui, soit les parents l'avancent d'abord, et puis il faut vraiment que j'aie le ticket, je suis effectivement allé chercher des vêtements pour mes enfants. Soit j'y vais avec eux, soit je leur dis : voilà dix euros, va chercher tes chaussons de gymnastique, mais je dois avoir le reçu officiel et si c'était moins chère, je dois aussi récupérer l'argent. De cette manière nous savons où va l'argent” (Entretien

P16).

L'argent n'est accepté que dans des situations exceptionnelles (par exemple, lors du COVID 19) et avec des familles spécifiques, mais le reçu ou la souche est explicitement requis. En même temps, les partenaires essaient généralement d'éviter cette pratique, par crainte que l'argent ne soit pas dépensé dans le meilleur intérêt des enfants :

“Dans ce cas, je pense que cela pourrait être, de dire : la mère reçoit 300€ ce mois-ci pour habiller son fils pour la rentrée scolaire, lui acheter des chaussures, un manteau, une mallette..... et de remettre les tickets de caisse. Dans d'autres familles, ce n'est absolument pas possible.” (Entretien P4)

La citation suivante illustre également l'équilibre que doit trouver le partenaire social entre la confiance et le contrôle. Il discute avec les parents de leur responsabilité de répondre aux besoins de leurs enfants plutôt que de priver ces derniers. Cette pratique combine l'octroi d'une grande confiance aux parents à l'installation d'une contradiction entre l'intérêt des enfants et ceux des parents :

“Et je dis : envoyez-moi un message quand vous serez à la caisse. Ensuite, je ne regarde pas ce qu'ils ont mis dans leur chariot, je ne fais pas ça. Je fais attention à la consommation de cigarettes. Parce que oui, dans tous les magasins, vous pouvez acheter des cigarettes, et ensuite j'essaie de dire, Pelicano ne couvre pas cela, nous n'allons pas couvrir votre tabac. (...)Je ne vais pas non plus me mêler des détails. Encore une fois, c'est avoir la foi. Si je remarque, le lendemain de leurs courses, qu'un enfant n'a rien dans sa boîte à tartines, j'y vais - et ils le savent aussi - je suis juste très honnête sur ce point. Alors je les appelle. Je m'assure que cet enfant a de la nourriture.” (Entretien P16)

5.1.2.5. Processus de négociation sous conditions variables

Les partenaires sociaux s'engagent avec les parents/familles sur les conditions de légitimation des coûts. Ils justifient souvent leurs décisions en termes de caractère raisonnable et de nécessité, qui sont pondérés en fonction de la mesure dans laquelle elles contribuent à élargir les perspectives d'avenir de l'enfant. Ils installent ainsi des conditions supplémentaires, qui varient en fonction du partenaire social.

J'ai dû convaincre la mère en lui disant : “Tu vois, tu gagnes toujours la même somme et tu peux lui acheter des cadeaux d'anniversaire au lieu d'une robe et de chaussures, car le budget sera alors dépensé “. Je l'ai dirigée. Nous lui avons acheté des cadeaux d'anniversaire, et j'ai choisi des jeux éducatifs. Ce serait bien qu'elle ait un tableau noir, parce qu'elle commence l'école primaire et alors elle pourra écrire des choses. Donc c'est vrai que j'étais plus concentré parce que je me disais : “ Mais on ne peut pas faire ça “. Nous n'allons pas payer une robe à 80 euros qu'elle portera une fois pour son anniversaire”. C'était très compliqué.” (Entretien P6)

La citation ci-dessus montre comment les partenaires semblent néanmoins parfois prendre le dessus lorsqu'il s'agit de fixer les priorités. Ici, la contribution aux perspectives d'avenir est souvent un indicateur clé. Dans le même temps, la hiérarchisation des priorités est aussi parfois sous-tendue par des stéréotypes sur les personnes :

“ Nous voulons retourner dans notre famille, pouvez-vous payer les billets d'avion ? “. Et puis, avec la douleur dans mon cœur, mais je ne peux pas permettre cela. (...) Ce sont des choses que je bloque. C'en est une. Ensuite, la Playstation, la Switch,... Nous bloquons aussi ces choses, parce que nous pensons, regardez, nous voulons accorder aux enfants des tablettes, nous voulons accorder aux enfants des activités en dehors de l'école, mais cela ne va pas déterminer l'avenir de l'enfant. En fait, nous nous penchons toujours sur ce point commun : que faut-il faire pour que l'enfant passe à autre chose ? Les vacances ou ces jouets, ou ces consoles, des choses vraiment typiques que les gens veulent pour couvrir leur privation d'opportunité mais qui n'apportent en fait aucune valeur ajoutée à l'enfant.” (Entretien P18)

En outre, la propre orientation normative des partenaires sociaux transparait dans ce processus de décision et de hiérarchisation des coûts responsables, en se référant à leur propre situation familiale comme cadre de référence :

“Donc, en gros, tout ce que vous feriez pour vos propres enfants, nous essayons de le faire pour les enfants Pelicano.”

(Entretien A7)

En utilisant sa propre situation parentale comme point de référence, certaines questions potentiellement légitimes pour les parents (par exemple en fonction de la sécurité de leur enfant) sont parfois balayées d'un revers de main, plutôt que d'être utilisées comme point de départ d'une conversation sur leur(s) soin(s) envers leur enfant :

“J'essaie également d'être sincère et honnête lorsque quelque chose n'est pas possible. Par exemple, en février, l'une des familles a dit : “J'ai besoin d'un support pour le sol” (...) Et quand je pense à mes propres enfants, je me dis qu'ils ont aussi travaillé sans ce support à 150 euros. Et cette dame est à la maison tous les jours, donc je pense que cet enfant n'est pas vraiment assis là tout seul, mettez-le dans un parc une fois, pour ainsi dire. Ou dans une chaise tripode. Je veux dire, ce n'est pas parce que vous voulez quelque chose que vous l'obtenez comme une évidence. J'essaie de me diriger. Il y a des choses luxueuses et des choses nécessaires, et c'est une distinction. Qu'est-ce qui est du luxe et qu'est-ce qui est nécessaire pour le bien de l'enfant ?” (Entretien P14)

Cependant, cela peut être problématique car il n'est pas rare qu'il y ait un grand décalage entre le mode de vie des professionnels agissant en tant que partenaires et les familles avec lesquelles ils travaillent, comme l'indique la citation suivante :

“Nous sommes en fait une école très monoculturelle dans le sens où tous les enfants sauf deux sont musulmans.(...) Sauf les enseignants. Nous avons deux enseignants turcs, et les autres sont tous des Flamands de souche qui viennent tous travailler à Bruxelles. Cela rend parfois la tâche difficile pour un enseignant, surtout si vous avez vous-même des enfants et que vous les comparez, et que vous pensez : “Oh, allez, c'est impossible, un parent doit vraiment être capable de faire ça ? Les attentes doivent donc parfois être recalibrées et nous devons dire : “Whoa, n'oubliez pas la situation dans laquelle vivent ces enfants. (...) J'ai aussi fait des visites à domicile, c'est pénible.” (Entretien P18)

5.1.2.6. Le cavalier seul

Ce qui précède montre comment les décisions difficiles concernant la dépense du budget sont confiées à des partenaires individuels qui ont tous leur propre orientation normative, ce qui entraîne des stratégies différentes qui, de facto, affectent les parents. Bien que la confiance de Pelicano envers les partenaires soit très appréciée, le besoin de plus de conseils de la part de Pelicano est requis, car le partenaire de la citation suivante se sent tel “un cavalier seul” :

“Peut-être serait-il bon que Pelicano procède à une consultation interne pour savoir où tracer la ligne, ce que l'on donne et ce que l'on ne donne pas. Vous donnez un trampoline ? Vous donnez une Playstation ? Intervenez-vous dans ce domaine ? Juste pour que nous soyons tous sur la même longueur d'onde parce que pour l'instant, c'est essentiellement un peu comme un cavalier seul, pour ainsi dire, de “oui, je pense que c'est nécessaire...” C'est un travail délicat : qu'allons-nous faire ? Où le vent va-t-il aller ? Qu'allons-nous choisir ?” (Entretien P14)

5.1.2.7. Charge de travail

La charge de travail liée à la gestion budgétaire et au soutien des processus associés peut également entraîner une conditionnalité supplémentaire de la part des partenaires. Bien que ces derniers indiquent que la coopération et la communication avec la Fondation sont fluides et rapides, un dossier nécessite un investissement en temps et un engagement complet, ce qui est parfois difficile à intégrer dans la charge de travail quotidienne. Un facteur important à cet égard dans quelle mesure le partenaire social a ou non des contacts étroits au quotidien avec l'enfant et la famille.

De plus, la constellation mise en place au sein d'une organisation autour des dossiers Pelicano joue également un grand rôle dans la faisabilité, ce qui a des répercussions sur le suivi de l'enfant/du jeune, mais aussi sur le lancement de nouvelles demandes. Il s'agit parfois d'une collaboration entre un enseignant, un coordinateur social, un service comptable. Cependant, lorsqu'il s'agit uniquement du superviseur des élèves/coordonateur social, la construction devient plus difficile :

“Ce que je sais, c'est que les écoles sont quelque peu réticentes à devenir des partenaires sociaux, à cause de la charge de travail. Plus le fait que quelqu'un doit le faire. Et très souvent, cela vient ensuite avec, avec le travail des conseillers d'élèves. Parce qu'en fait, ce sont les conseillers d'élèves et les coordinateurs qui sont les plus à même de le faire, mais si on ajoute aussi les leurs... Très souvent, ces personnes sont déjà surchargées.” *(Entretien P14)*

Lorsque la responsabilité incombe à une seule personne, cela peut conduire à une plus grande conditionnalité. Ceci est illustré dans l'extrait suivant :

“J'ai vraiment deux autres familles que j'aimerais inscrire, mais je me donne un an pour essayer avec quatre enfants, car si c'est pour en avoir 15 à la fin de l'année..... (...) Je dois d'abord maîtriser le système. Mais si tout se passe bien et que les enfants Pelicano actuels sont passés en deuxième année, que nous avons déjà appris à travailler ensemble et que j'ai vu comment chacun travaille, ... Je pourrai ajouter d'autres familles et je pense que ce sera comme ça chaque année. Mais à un moment donné, je vais devoir m'arrêter, car jusqu'à 18 ans, les enfants s'accumulent.” *(Entretien P5)*

5.2. Instrumental ou axé sur les domaines de la vie

5.2.1. Valeur ajoutée de Pelicano pour les partenaires sociaux

Pelicano constitue une valeur ajoutée sociale dans son intention déclarée de travailler en orientant sa stratégie de lutte contre la pauvreté des enfants selon les différents domaines de vie. D'une part, elle vise à ce que le soutien financier du partenaire soit adapté en permanence aux besoins des enfants dans les différents domaines de la vie, en concertation avec les parents.

“Je n'oublierai pas cette maman de cinq enfants, simplement parce que vous sentez une énorme pression tomber de ses épaules. Et qu'au début, il ne s'agissait que de nourriture dont nous nous occupions l'après-midi. Nous avons remarqué que parfois ces enfants n'avaient pas de nourriture pendant une semaine..., aussi à la maison, hein. La mère avait peur de devoir payer pour cela, jusqu'à ce que nous lui disions qu'elle n'avait pas à payer pour cela, qu'ils avaient de la nourriture chaude tous les jours, leur soupe tous les jours....” (Entretien P17)

D'autre part, le soutien financier est destiné à permettre des aspirations futures à plus long terme pour les enfants et la famille.

Le modèle d'entreprise de Pelicano est le suivant : “Nous vous prenons par la main et nous allons constamment vous guider jusqu'à la fin, jusqu'à ce que vous soyez prêt pour la société”.
(Entretien A6)

L'ambition de la Fondation est de travailler sur la relation entre la pauvreté et l'éducation, étant donné le soutien apporté pour garantir la poursuite d'un cycle d'études et, in fine, les opportunités de s'inscrire durablement sur le marché du travail.

“Pour moi, c'est la pauvreté, pas seulement matérielle, mais la menace de perdre un talent, tant pour ce garçon lui-même que pour notre pays.” (Entretien A4)

Grâce à ce soutien financier à long terme, Pelicano se différencie nettement des autres fondations et initiatives, qu'elles soient gouvernementales ou de la société civile :

“Il y a beaucoup de gens, d'ONG et ainsi de suite, qui font des actions, et chaque action vaut de l'or. Chaque enfant aidé : Alléluia ! Mais notre histoire est unique dans le sens où nous disons : nous aidons ces enfants depuis le moment où ils deviennent des enfants Pelicano jusqu'à la fin. Et c'est ce qui fait notre force.” (Entretien A7)

De cette manière, Pelicano vise à briser le cercle vicieux de la pauvreté :

“Nous avons payé pour ces études, et il y a quelques mois, j’ai reçu un e-mail très agréable. (...) Elle a fait des études de communication, a obtenu son diplôme et est sur le marché du travail. Elle a brisé le cercle de la pauvreté, elle est sur le marché du travail, elle ne coûte plus à notre société mais lui apporte quelque chose” (Entretien A7).

5.2.2. Collaboration entre les partenaires sociaux et les enfants/familles

5.2.2.1. Davantage modéré sur les effets à long terme

Comme nous l’avons évoqué précédemment, le partenaire social dispose d’une grande latitude dans la gestion des dossiers. Cette latitude s’étend également à la manière dont le suivi à long terme est planifié en fonction des aspirations de l’enfant/adolescent. L’extrait d’entretien suivant illustre la confiance que la Fondation accorde au partenaire, y compris lorsqu’il s’agit de l’avenir de l’enfant/du jeune :

“Nous apporterons notre soutien sur la base de l’existence d’un projet. Si un partenaire nous dit qu’il [le jeune] veut devenir astronaute, nous savons que ce sera compliqué, que ce ne sera pas facile. Nous n’allons pas dire : “Non, astronaute, c’est une idée stupide”. Il devrait faire d’autres études”. Il existe un projet d’étude. Le partenaire y croit, nous y croyons aussi.” (Entretien A2)

Les entretiens avec les partenaires sociaux nous ont permis de constater le décalage entre la vision de la Fondation et la leur. La Fondation se concentre sur les conséquences sociales de son action et sur les effets à long terme. L’objectif ambitieux de la Fondation est mis en évidence dans la citation suivante :

“C’est une mission très claire : nous allons résoudre la pauvreté des enfants en Belgique. L’objectif est donc en fait de se rendre superflu, le plus rapidement possible, car cela signifie que notre mission a réussi. De ce point de vue, nous allons aborder de manière très efficace, comme une entreprise, l’ensemble du concept de pauvreté des enfants en Belgique.”

(Entretien A6)

Cependant, les partenaires sont parfois confrontés à des situations qui nécessitent des actions rapides pour répondre à des besoins immédiats. À partir de cette réalité, les partenaires sociaux évoquent l’importance et la valeur de la Fondation de manière légèrement nuancée, à partir de diverses considérations, notamment la manière dont la pauvreté est définie, le mode de suivi et le caractère sélectif du soutien.

5.2.2.2. La pauvreté comme problème structurel avec des composantes matérielles et immatérielles

Notre recherche démontre que les partenaires sociaux définissent la pauvreté comme un problème social persistant où les composantes matérielles et immatérielles sont entrelacées. L'intervention financière de la Fondation offre certainement des possibilités de répondre aux réalités matérielles, avec des ramifications possibles dans le domaine immatériel (par exemple, l'intervention financière dans les activités de loisirs). En même temps, intervenir dans des situations de pauvreté nécessite souvent des interventions de proximité et d'engagement :

“C'est un peu idiot de croire que l'on va donner une nouvelle vie à quelqu'un avec 1 200 euros dans l'année, lol. Cela contribuera certainement à son environnement et à ses possibilités d'apprentissage et cela sera peut-être moins douloureux, mais la pauvreté est bien plus que le fait de ne pas avoir assez d'argent.” (Entretien P13)

Les partenaires sociaux accordent une importance particulière aux opportunités que la Fondation crée pour atténuer les effets de la pauvreté ici et maintenant dans les familles :

“Ce qu'ils font atténue certainement, et aidera certainement ces parents, je le dis, qui sont autrement sur le point de basculer, où ils perdent complètement les pédales, c'est là que ça va aider un peu à pouvoir continuer. C'est à peu près tout. Mais à part ça...” (Entretien P13)

En même temps, la citation suivante ajoute une note critique au fait que la responsabilité dans le processus de décision concernant les dépenses financières est complètement retirée des mains des parents. Ce partenaire social fait valoir que l'on rate ainsi une occasion d'apprentissage à long terme pour la famille :

“Je pense qu'elle [Pelicano] ferait bien mieux de payer un travailleur social. Qu'ils vont investir dans cette personne, quelqu'un qui aide simplement cette famille et qui vient dans la famille pour quelques heures chaque semaine. Quelqu'un qui se demande : “Où allons-nous trouver quelque chose, où allons-nous faire des achats ? Combien avez-vous, comment allez-vous gérer ces factures ? Je pense que ce serait déjà beaucoup plus puissant. Et que les enfants en retirent aussi des choses : comment on gère l'argent, l'argent de poche, comment ça marche ici,... Oui, je pense que c'est un investissement beaucoup plus durable que de dire simplement : ‘Tiens, un pot d'argent, et on va payer pour cet enfant jusqu'à ce qu'il ait son diplôme.’” (Entretien P20)

5.2.2.3. Suivi temporaire par le partenaire social

L'accent mis sur le "ici et maintenant" par le partenaire peut également s'expliquer par le fait que, dans de nombreux cas, le partenaire qui suit effectivement l'enfant ne sera pas en mesure de suivre l'ensemble de sa trajectoire et adoptera donc, dans une moindre mesure, une vision à long terme. C'est le cas lorsque l'enfant change d'école (par exemple, de l'école primaire à l'école secondaire). Cela peut également se produire lorsque le partenaire n'est pas en mesure de suivre l'enfant pour diverses raisons (turn-over, vacances, congé de maladie, etc.) :

" Quand on lance un dossier Pelicano, c'est jusqu'à ce que l'enfant ait 18 ans. Les gens ne sont pas obligés de rester avec nous (NPO) pendant toutes ces années. (...) En tant que travailleur social, je ne peux donc pas continuer à les suivre car ils ne sont plus des bénéficiaires. C'est là que réside la difficulté. Ce n'est pas un centre de jeunesse ou quelque chose comme ça. Si les gens viennent plus souvent, il est plus logique pour moi de les suivre pour Pelicano." (Entretien P5)

5.2.2.4. Une approche sélective

L'impact limité cité par les partenaires sociaux est également attribué à la sélectivité que Pelicano endosse:

"C'est évidemment une merveilleuse philosophie, et je pense qu'en permettant à certains enfants d'étudier, on peut évidemment leur donner plus d'opportunités. (...) Il est évident que vous allez apporter une contribution à cet égard. Allez-vous résoudre le problème de la pauvreté des enfants avec cela ? Non. Ensuite, il faut donner cette opportunité à chaque enfant, et ce n'est pas possible, ce n'est pas faisable. Alors oui, certains chanceux vont probablement pouvoir vivre leur vie d'une manière différente grâce à Pelicano." (Entretien P15)

5.2.2.5. S'engager dans le présent « ici et maintenant » plutôt que d'investir à long terme.

Si les partenaires apprécient particulièrement le soutien à long terme, il apparaît clairement tout au long de la recherche, qu'ils semblent agir dans l'"ici et maintenant" plutôt que d'investir dans l'avenir. Ils apprécient la valeur ajoutée dans la vie concrète de l'enfant/du jeune d'aujourd'hui. La citation suivante n'est qu'une illustration du large éventail d'exemples qui sont apparus au cours des entretiens avec les partenaires sociaux :

"Lorsque l'école vous parle de familles qui reçoivent l'aide de Pelicano depuis plus de deux ans, par exemple, en disant :
"Wow, cet enfant travaille bien à l'école, et nous remarquons qu'en allant au club de sport, il s'est complètement épanoui, et nous en voyons les répercussions à l'école. C'est gratifiant d'entendre des choses comme ça. Ou par exemple, cet enfant a pu suivre une thérapie orthophonique grâce à Pelicano, elle

s'est beaucoup améliorée, elle va mieux,... Oui, ce sont de petites histoires de réussite. Personne n'a encore obtenu un diplôme d'ingénieur civil, c'est peut-être encore à venir...(...) Mais oui, ce sont les petites réussites. Ou encore, les parents viennent vous dire, les larmes aux yeux, que leur enfant est allé au camp et que c'était fantastique, ou que nous avons pu faire quelque chose en famille ou aller au Center Parks, ce que nous n'aurions jamais pu faire auparavant. (Entretien P15)

Les partenaires sociaux sont plus prudents quant aux effets à long terme de la Fondation sur la pauvreté des enfants en général et sur les parcours d'éducation et d'emploi des enfants Pelicano en particulier. Toutefois, ils reconnaissent que l'impact sur le bien-être réel de l'enfant peut ouvrir les perspectives d'avenir des jeunes :

"Vous constatez, surtout avec les élèves que vous côtoyez vous-même, que cela rend ces jeunes heureux. Pouvoir donner un ordinateur portable à un jeune - qui est un outil de travail quotidien dont il a besoin - en sachant qu'il peut ensuite passer à autre chose et en être incroyablement heureux... Cela fait déjà beaucoup, et ce sont des choses que nous pouvons faire grâce à Pelicano. Cela résout-il le problème de la pauvreté et des privations ? Non, bien sûr que non, et nous ne le pouvons pas non plus. Mais je suis heureux d'accepter tout ce qui peut m'aider, et j'essaie de travailler là-dessus." (Entretien P19)

Un répondant utilise la métaphore de la baguette magique pour expliquer que la Fondation ne peut pas faire de miracles, mais peut faire de petites différences dans la vie des enfants :

"Je ne la vois pas [Pelicano] comme une baguette magique. Je le vois comme un bâton très sage qui peut effectivement aider à déminer des questions parfois très lourdes. Mais pour moi, c'est l'expression de différentes choses dans la vie de ces enfants, ce qui signifie qu'à un moment donné, ils peuvent accéder à autre chose et être résilients d'une manière différente et développer une vie qui est peut-être légèrement différente et moins incertaine que celle de leurs parents. (Entretien P3)

Cependant, il s'agit d'un exercice délicat entre, d'une part, répondre au bien-être ici et maintenant, en se connectant ainsi aux domaines de vie de la famille, et, d'autre part, se concentrer sur l'avenir, où le parcours scolaire de l'enfant est central.

5.2.2.6. L'accent sur l'école

La Fondation explique clairement que les partenaires sociaux doivent aborder tous les domaines de la vie et que le budget disponible doit être dépensé dans cette logique :

“L'argent doit être dépensé dans tous les domaines de la vie. Donc, si nous voyons une école, et que vous voyez que toutes les factures de l'école sont payées par elle, nous allons dire, 'Non, non, nous voulons aussi que vous souteniez l'enfant dans tous les domaines de la vie'.” (Entretien A7)

Cependant, la diversité des partenaires sociaux implique qu'ils fixent des priorités différentes en fonction de la logique de leurs organisations, comme le précise la citation suivante :

“Une école n'est pas un CPAS et un CPAS n'est pas un CLB, et chaque service avec lequel vous travaillez a une politique différente dans un domaine différent et là je pense que vous voyez gentiment, comment l'argent est dépensé et où sont les nuances. (...) Vous sentez que cette nuance d'une école ira davantage à l'école et vous sentez que la nuance d'une administration publique est plus large.” (Entretien P12)

Cela transparait dans la manière dont le budget est dépensé par les partenaires sociaux. Certains partenaires soulignent : “Il s'agit vraiment des besoins de l'enfant dans l'école”. (Entretien P10). Ils utilisent ensuite délibérément ce budget pour payer leurs propres factures scolaires, leurs repas et leurs livres, soulageant ainsi les parents sur le plan financier en matière d'éducation :

“Dès que nous aurons reçu l'accord, je le ferai savoir aux parents. Et puis je leur fais aussi savoir qu'avec le budget que Pelicano fournit chaque année, les factures de l'école seront payées. S'ils ont des factures impayées auprès de l'organisation externe avec laquelle notre école travaille pour la commande des livres, celles-ci seront payées.(...). Et puis je dis aussi, s'il y a certains besoins, ils doivent me contacter.” (Entretien P18)

D'autres partenaires sociaux dans le domaine de l'éducation soulignent qu'ils n'utilisent pas les fonds de la Fondation pour leurs propres factures, mais plutôt pour d'autres extras pour l'enfant :

“Nous n'utilisons jamais Pelicano pour payer nos propres factures.” (Entretien P13)

Le budget consacré aux frais scolaires s'inscrit dans la logique de la Fondation qui souhaite investir dans l'éducation pour un avenir meilleur. Les partenaires sociaux sont conscients de l'objectif principal de Pelicano :

“En fait, grâce à la possibilité qu'ils ont d'étudier davantage, de travailler avec un ordinateur, aux manuels scolaires qui sont payés, aux vêtements... Le bien-être de ces enfants s'améliore. Et bien sûr, je n'ai pas besoin d'expliquer que si le bien-être d'un enfant est bon, ses apprentissages vont également s'améliorer. Et comme ses performances d'apprentissage s'améliorent, ils obtiennent de meilleures notes à l'école et ont la possibilité de poursuivre leurs études.” (Entretien P14)

Cet objectif résonne avec la logique de certains partenaires qui se replient sur la logique d'investissement dans le “capital humain” pour hiérarchiser les coûts, comme l'illustre l'extrait suivant :

“Cet enfant a besoin d'une thérapie supplémentaire, d'un physiothérapeute, d'un orthophoniste, d'un psychiatre, de toutes ces choses. Nous couvrons donc cela aussi. Parce que oui, eh bien, c'est le besoin de l'enfant, sans cela l'enfant n'avancera pas. Et cela, à mes yeux, et aussi aux yeux de Pelicano, reste la chose la plus importante, c'est que nous pouvons donner aux enfants quelque chose à l'avenir.” (Entretien P16)

Cette logique du capital humain est entrelacée et complétée par des approches plus centrées sur les domaines de vie dans la pratique des partenaires sociaux, utilisant le bien-être de l'enfant (et souvent par extension de toute la famille) comme point de référence pour décider comment dépenser le budget disponible. Des liens sont établis avec les besoins actuels, qui couvrent un large éventail, allant des matelas, réfrigérateurs et machines à laver aux vacances en famille :

“Une de ces familles a déménagé dans une autre maison et à un moment donné, elle demande si on peut acheter de la peinture. Et puis je me dis qu'au moins, dans leur nouvelle maison, les enfants ont une nouvelle chambre avec les couleurs qu'ils souhaitaient autrefois, et non une chambre abandonnée dont le papier peint se décolle. Pour moi, c'est déjà un succès aussi que ces enfants se sentent heureux, qu'ils aient pu choisir une couleur de peinture et qu'ils puissent acheter un lit.” (Entretien P14)

5.2.2.7. Proximité de la famille

Cela implique que les partenaires sociaux soient étroitement impliqués dans le cadre de vie des familles afin de détecter les besoins et les exigences et d'intervenir aux moments cruciaux :

“C’était quand même difficile les premiers mois, ils n’osaient pas venir le dire, ou... Je leur donnais vraiment un coup de main, genre on va au magasin ensemble,... On construit une certaine confiance avec ces parents. Ils savent aussi que nous pouvons aller chez Miss ***, également pour des vêtements. Je fais des colis toutes les deux semaines. En avez-vous besoin plus tôt ? Viens et demande-moi. (...)Mais je pense que nous sommes le seuil le plus bas de toute façon. Je pense que ce serait encore plus difficile pour ces familles si c’était un externe qui leur plaisait. Je suis également conseiller parental ici à l’école, donc j’ai de toute façon une très bonne relation avec les parents, et j’essaie d’avoir cette relation aussi, bien sûr, avant de commencer la conversation autour de Pelicano.”

(Entretien P16)

Les partenaires sociaux eux-mêmes situent leur valeur ajoutée dans leur approche à bas seuil, visant une présence constante de figures régulières qui peuvent établir une relation fiable avec les familles. La composante temps est également un facteur important :

“Ce sont aussi toujours les mêmes personnes [collègues] qui sont à la porte le matin. En fait, nous faisons en sorte que les parents puissent venir nous voir très facilement, surtout à l’école maternelle. Et de cette façon, ils osent aussi raconter des choses comme ça une fois. Être aussi proche des gens que possible et être là s’ils ont des questions. Qu’ils osent aussi le faire s’ils le jugent nécessaire.” *(Entretien P20)*

C’est précisément en raison de cette facilité d’approche et de la confiance que les partenaires ont établie au fil du temps avec les familles vivant dans des situations précaires que la Fondation considère leurs partenaires comme des acteurs indispensables dans le déploiement de stratégies de réduction de la pauvreté ancrées dans différents domaines de la vie :

“D’après notre expérience, si les enfants doivent réellement grandir dans la pauvreté, ils chercheront toujours, quelque part à l’école, une personne à qui ils peuvent se confier, à qui ils peuvent confier leur cœur. À l’école primaire, il s’agit souvent de l’enseignant de la classe ou du coordinateur. Dans l’enseignement secondaire, c’est souvent un conseiller d’éducation ou un enseignant qui leur dira enfin combien les choses sont difficiles pour eux et dans quelles circonstances ils doivent grandir. D’où l’importance de ces partenaires sociaux.” *(Entretien A7)*

5.3. Sélectif ou universel

5.3.1. Valeur ajoutée de Pelicano pour les partenaires sociaux

Pelicano soutient les enfants qui grandissent dans l'extrême pauvreté, et agit donc de manière sélective plutôt qu'universelle. Pour la Fondation, cela signifie que les comités sociaux (un néerlandophone et un francophone) doivent faire une sélection des enfants à soutenir ou non sur base de leurs critères prédéfinis dans leur vade-mecum. Le vade-mecum de la Fondation précise clairement le rôle que doit jouer le partenaire dans la coopération : "le partenaire joue le rôle d'intermédiaire entre la famille candidate et la Fondation. C'est le partenaire qui aide la famille à évaluer les besoins de l'enfant, à analyser la situation et à identifier les éléments pertinents à partager avec la Fondation".

La sélection se fait sur la base des candidatures soumises par les partenaires sociaux. Les partenaires sont également ceux qui assurent le suivi des enfants pour l'utilisation et la gestion des budgets alloués.

"C'est un engagement d'être un partenaire social. Et cela n'est pas payé. Aujourd'hui, nous comptons 500 partenaires, soit une moyenne de deux personnes par école ou CPAS, ce qui représente un millier de bénévoles travaillant pour nous aujourd'hui. Sans eux, nous ne pouvons rien faire de nouveau." (Entretien A4)

Lorsque le CPAS a le mandat public du gouvernement pour soutenir financièrement les enfants et les familles, la relation avec le CPAS est une donnée importante pour les partenaires. Ils indiquent que la flexibilité et l'inconditionnalité de Pelicano peuvent servir de levier pour faire bouger le CPAS.

"Je pense que cette coopération montre que le CPAS ne peut pas non plus toujours apporter une réponse à tout. Et ils le savent très bien ici, et en tant que travailleur social dans un CPAS, vous savez aussi que vous ne pouvez pas tout résoudre. Même si vous le souhaitez, vous ne pouvez pas poser 20 questions à la même famille chaque mois, ce n'est pas possible, et ils s'en rendent compte ici aussi. Et ils voient aussi la différence des familles qui reçoivent Pelicano. Nous avons aussi mis cela dans le rapport social, si, par exemple, il y avait certaines opportunités qui pourraient être fournies par Pelicano, nous avons aussi mis cela dans le rapport social pour commencer aussi à dire aux les membres du comité: "Regardez comme ça aurait de la valeur." Et peut-être que la prochaine fois, le CPAS pourra avoir la philosophie de : "Nous allons nous en charger." (Entretien P11)

5.3.2. Collaboration entre les partenaires sociaux et les enfants/familles

5.3.2.1. Première phase : externalisation de la présélection auprès d'une diversité de partenaires

Les partenaires sociaux sont perçus comme la pierre angulaire de la stratégie de la Fondation, tant pour la détection des enfants en situation de pauvreté que pour le suivi du dossier :

“Ce qui est en fait la pierre angulaire de toutes les opérations de Pelicano, ce sont nos partenaires sociaux. Sans les partenaires, Pelicano n'existe pas. Vous ne pouvez pas sortir dans la rue et dire à quelqu'un : “Êtes-vous en situation de pauvreté, n'êtes-vous pas en situation de pauvreté ? Dois-je vous aider, dois-je ne pas vous aider ?”. C'est une tâche sans espoir. Les partenaires, notamment les écoles et les CPAS, sont particulièrement bien placés pour détecter cette pauvreté. (...) Ces partenaires sont nos yeux, nos oreilles, nos mains. Ils s'occupent de ces enfants avec les ressources que nous leur fournissons.” *(Entretien A7)*

Dans la première étape de la procédure de sélection, le partenaire joue un rôle essentiel et central. Celui-ci est chargé de soumettre une demande d'enfant à la commission sociale de la Fondation. Cela signifie que les partenaires identifient les enfants en situation de pauvreté qui peuvent bénéficier du soutien de Pelicano et soumettent un dossier au comité social. La citation suivante souligne le rôle crucial des partenaires dans la stratégie de sélection de la Fondation :

“Nous avons besoin de référents pour nous aider à trouver ces enfants. Et très vite, nous avons découvert que les seules personnes qui peuvent vraiment nous aider sont nos partenaires sociaux. Les écoles voient quand les enfants vivent dans la pauvreté. Ils voient, par exemple, quand les chaussures sont usées. Ils voient quand il a neigé et qu'un enfant arrive en T-shirt parce qu'il n'a pas de manteau. Ils voient quand il y a une sortie scolaire (qui coûte un euro) et que l'enfant est supposé être malade ce jour-là. Ce sont des signes de pauvreté que les écoles savent très bien détecter. Les CPAS peuvent faire des analyses financières, ce que les écoles ne peuvent pas faire. Il s'agit donc d'une approche différente, mais qui aboutit au même résultat. C'est l'aide réelle pour les enfants.”

(Entretien A3)

L'extrait d'entretien ci-dessus met en évidence la diversité des pratiques des partenaires en fonction des organisations auxquelles ils sont affiliés : écoles, CPAS, particuliers, médecins généralistes, entre autres.

Cette diversité parmi les partenaires entraîne des différences dans la sélection et la préparation des cas. La Fondation apporte un soutien sélectif et exige une enquête intensive sur la situation financière et les revenus de la famille par le partenaire. En fonction du partenaire, des informations plus ou moins détaillées sont partagées avec la Fondation. Pour les partenaires, le respect de la vie privée des familles est très important.

“Alors je dis toujours à mes travailleurs sociaux : ‘gardez cela aussi limité que possible, vous ne devriez pas commencer à écrire tout un plan budgétaire là-dessus’. (...) Nous sommes encore une administration publique et nous ne sommes pas autorisés à entrer dans les détails. À l’école, ils vont effectivement savoir que les factures ne sont pas payées, mais les écoles n’ont pas de vue sur la facture des parents, que nous avons ensuite en interne. Nous savons à quoi ressemble la situation financière. (...). Mais nous n’allons pas non plus dire “il y a des dettes avec tel ou tel service”. Je ne pense pas que Pelicano ait droit à ça.” *(Entretien P11)*

Certaines écoles confient cette enquête financière à d’autres organisations ou professionnels, afin de ne pas nuire à leur relation avec la famille et de respecter la vie privée de celle-ci :

“Et le CLB est toujours impliqué également. Ils connaissent toujours très bien les dossiers. Et il y a une part de vie privée là-dedans, nous n’avons pas non plus le droit d’examiner la médiation de dette et ce genre de situation. Nous avons mis ça dans le panier du CLB.” *(Entretien P16)*

La diversité des partenaires se manifeste clairement au niveau des enquêtes financières. Certains partenaires fouillent vraiment dans la vie privée (financière) des familles pour prévenir les abus et s’assurer que toutes les autres ressources financières ont été épuisées :

“Au début de la conversation, je dis qui je suis et ce que je fais, très brièvement, mais je demande aussi à nouveau si vous êtes prêts à partager l’ensemble de cette carte financière avec moi. Parce que finalement, les gens doivent être très vulnérables à ce moment-là. Et l’histoire doit aussi être bonne. Je veux dire que si des personnes assises en face de moi sont habillées de manière très chic, avec de longs ongles et bien coiffées, et qu’elles disent qu’elles n’arrivent pas à joindre les deux bouts et qu’elles ont besoin d’argent, l’histoire n’est pas bonne. Nous demandons les factures d’électricité et d’eau. Nous demandons s’il y a des dettes. Nous en avons besoin pour constituer ce dossier. Quelles sont les dépenses ? Quels sont les revenus ? Est-ce que c’est équilibré ? Et généralement, il n’est pas équilibré. Et puis je

regarde d'abord s'il n'y a pas d'autres solutions. Vous êtes déjà au CPAS ? Il y a une médiation de la dette ici ? Alors oui, ces questions sont très intenses, et les parents doivent vraiment se rendre très vulnérables à ce moment-là. La médication est également un élément important. Combien dépensez-vous approximativement par mois pour les médicaments de votre enfant ? Avez-vous également des problèmes de santé ? Comment se fait-il que tu aies perdu ton travail ?" (Entretien P14)

De plus, il existe une grande diversité dans la population que suit les différents partenaires. Le degré de précarité au sein de la population d'une école ou d'une organisation affecte involontairement la probabilité qu'un enfant soit proposé ou non à la Fondation. Dans une école où de nombreux enfants vivent dans une situation de pauvreté, la probabilité d'être sélectionné diminue :

"Nous pourrions orienter les 180 étudiants, mais nous ne pouvons pas. (...) Cela s'est développé historiquement parce que nous sommes principalement dans un quartier difficile, nous sommes en fait à l'arrière de la station nord. Donc nos familles fortes, elles sont parties après un an, elles sont assez fortes, elles ont assez de revenus financiers. Nous serons donc toujours coincés avec les premières générations ici" (Entretien P18).

Cette dynamique d'identification de ceux qui méritent le soutien de Pelicano et de ceux qui ne le méritent pas peut créer une concurrence entre les enfants, mettant les partenaires dans une position difficile pour décider quels enfants vivent la situation la plus pénible :

"Nous avons pensé à d'autres jeunes, notamment à un jeune que nous venons de recevoir, qui est dans une situation de précarité similaire et pour lequel nous pourrions également mettre en place une demande. Mais le message que j'ai reçu était "bien sûr, vous ne pouvez pas introduire une demande pour tous les jeunes que vous avez". Donc, il faut peser, il faut réfléchir un peu. Il faut être raisonnable." (Entretien P2)

5.3.2.2. Deuxième phase : processus de sélection par le comité social

Après sélection par le partenaire social, le formulaire de candidature est transmis au comité social. Ce comité le consulte et prend une décision finale sur les enfants pour lesquels la Fondation agira :

"C'est le comité social qui filtre, et au final, sur 50 candidatures, huit candidatures qui sont follement désastreuses sont sélectionnées." (Entretien A4)

Outre la diversité des partenaires sociaux décrite ci-dessus, il existe également une diversité de comités sociaux. Outre les différences culturelles et personnelles entre les membres de chaque comité, il convient de prendre en compte le développement géographique de la Fondation. Au cours de ses premières années, la Fondation a développé son partenariat dans le nord du pays jusqu'à ce qu'elle devienne - selon les termes d'un membre du comité - "victime de son propre succès", tandis que la partie francophone a mis plus de temps à s'établir dans le pays.

De son côté, le comité social francophone a tenté pendant un temps de faire connaître la Fondation en Wallonie et à Bruxelles pour attirer de nouveaux partenaires sociaux :

"Du côté néerlandophone, il y a beaucoup de partenaires dans le domaine social. Nous avons donc voulu le développer du côté francophone. Nous nous sommes dit : "Comment allons-nous faire ? Nous allons dans les écoles, au CPAS pour présenter Pelicano, etc." (Entretien A1)

A partir de son objectif national, la Fondation s'est efforcée de combler le fossé entre les parties néerlandophones et francophones.

Certains partenaires sociaux notent un changement au fil du temps en termes d'implication des membres du comité social dans leur pratique quotidienne et leur groupe cible. Ils s'inquiètent - selon leurs termes - d'une certaine bureaucratie qui pourrait nuire à l'accessibilité et à la chaleur hautement appréciées qui caractérisent la Fondation depuis ses débuts :

"Le fait qu'ils deviennent plus grands et qu'ils ont effectivement de l'ambition signifie qu'ils vont naturellement aussi s'organiser davantage et qu'ils vont devoir faire attention à ce que (...) au fur et à mesure que la structure grandit, que l'humanité chaleureuse ne disparaisse pas et que cela ne devienne pas une organisation trop lourde". J'ai toujours beaucoup apprécié ces personnes parce qu'elles ont un cœur très chaleureux et sont très accessibles, sont sensibles aux besoins, écoutent les histoires et disent : 'nous avons foi en vous, nous allons vous aider à soulager un peu la souffrance là-bas'." (Entretien P13)

La Fondation est consciente que leur croissance limite les possibilités d'investir dans des relations étroites caractérisées par des visites fréquentes chez les partenaires sociaux :

"Pour vous donner une idée, je dois répondre à une moyenne de 100 e-mails par jour. Nous avons environ 500 partenaires sociaux et toutes leurs questions me sont adressées. Je maintiens également tous les contacts avec les partenaires ou les partenaires potentiels. Je vais encore leur rendre visite, mais cela se fait de moins en moins car le travail administratif prend de plus en plus de place." (Entretien A3)

5.3.2.3. L'extrême pauvreté comme critère de sélection ultime

Cette stratégie de sélection par étapes implique, d'une part, que la Fondation accorde une grande confiance à ses partenaires sociaux et, d'autre part, que les partenaires assument une grande responsabilité dans la sélection des enfants et la demande d'intervention financière. Bien que la Fondation se développe et soutienne de plus en plus d'enfants chaque année - 1252 en 2020 (Fondation Pelicano, 2021 b) - il n'est pas possible, d'un point de vue financier et organisationnel, de soutenir tous les enfants en situation de pauvreté en Belgique. La Fondation et ses partenaires sont conscients de cette limitation :

“Oui, en effet. Nous sommes conscients que nous n'allons pas sauver le monde. Nous sommes conscients que nous ne pouvons pas aider tout le monde. Mais ce que nous pouvons faire, nous le faisons à notre échelle.” (Entretien P1)

Le nombre croissant de candidatures impose des procédures de sélection strictes. Un entonnoir est créé, filtrant les situations les plus précaires :

“Il y a de très nombreuses demandes qui arrivent. Il y a dix ans, le nombre de demandes était de deux à huit par mois. Aujourd'hui, il passe de 40 à 50 demandes par semaine. (...). On ne peut pas se permettre ça, ça va trop vite. Alors que faisons-nous : il y a une première sélection, un premier filtre. Cela passe par différents filtres. Et nous recherchons en fait les cas les plus pénibles. Nous travaillons en appliquant le principe économique : utiliser des ressources limitées pour essayer d'obtenir le plus de résultats possible. Nos ressources sont rares. Même si les ressources augmentent chaque jour, chaque semaine, chaque année, le nombre d'applications croît avec elles. Chaque société, chaque entreprise, chaque organisation à but non lucratif, chaque fondation qui souhaite s'engager dans la philanthropie est confrontée à ce problème. Cela consiste à assurer en permanence un équilibre précaire, à ne pas dépenser plus que ce qui rentre et à faire en sorte que les rentrées soient suffisantes pour couvrir le plus de besoins possible.” (Entretien P4)

Ce processus de sélection aboutit à l'établissement d'une distinction entre les enfants qui méritent d'être soutenus et ceux qui ne le méritent pas, équilibrant ainsi les situations précaires les unes par rapport aux autres :

“Nous ne pouvons pas soumettre une demande pour chacun de nos enfants qui seraient dans le besoin. C'est toujours le problème, faire le tri entre ceux qui sont moins pauvres et ceux qui sont plus pauvres, tout en faisant une sorte de classification des besoins.” (Entretien P4)

Pour évaluer le nombre croissant de demandes, le comité social fonde son processus de décision sur le critère de l' « extrême » pauvreté. Bien qu'il ne s'agisse "pas d'une science exacte" (entretien A4), les administrateurs affirment que l'extrême pauvreté parle d'elle-même, comme l'illustrent longuement deux exemples concrets :

"Je vais vous donner deux exemples. Un enfant part à huit heures du matin avec une boîte à sandwichs vide et revient à l'école à 8h30 avec une boîte à sandwichs pleine. Ce n'est pas une devinette, cet enfant fait les poubelles, littéralement, à la recherche de nourriture. (...) Et cela a été transmis à l'école, qui a dit : "Qu'est-ce que c'est que ça, ici ? Des sandwichs moisis, du fromage moisi, une demi-pomme ébréchée aux trois quarts pourrie, et ainsi de suite". Pour moi, c'est la pauvreté. Autre exemple : mari et femme, six enfants. L'un de ces enfants s'évanouit à l'école. Ils disent : "Petit Homme, qu'est-ce qui ne va pas ?", qui répond : "Rien, rien, tout va bien". Trois jours plus tard, cet enfant perd à nouveau connaissance. Ils essaient d'atteindre les parents, pas moyen, ces parents ne peuvent pas être atteints. Les semaines suivantes, ils constatent que l'enfant perd du poids à cent à l'heure. Le directeur de l'école appelle son médecin de famille et lui dit : "Mettez cet enfant dans votre voiture, venez le voir immédiatement, je vais l'examiner". Il regarde cet enfant et lui dit : "Tu ne le vois pas ? Cet enfant a faim ! Mais c'est bien pire que ça, cet enfant va mourir". Ils sont partis à la recherche des parents : le père est en prison depuis plus d'un an, la mère est dans le coma depuis plus d'un an. Les grands-parents ont dit : "On va essayer de s'occuper de ces enfants. Ces personnes sont démunies et bien trop âgées. Pour moi, c'est la pauvreté. Vous n'avez pas besoin d'une définition pour cela. Ce sont les cas qui arrivent sur notre plateau, traduits approximativement." (Entretien A4)

Les partenaires sociaux sont conscients que l'extrême situation de pauvreté est déterminante pour obtenir l'approbation du comité social :

"Pelicano a également fait savoir lors de cette session de 'regardez, vous décrivez la situation, à quel point elle est grave, et sur cette base nous l'approuvons ou nous ne l'approuvons pas' et oui, alors vous savez aussi que votre dossier doit être très solide et que ce sont principalement les cas très pénibles dont les dossiers peuvent alors être approuvés." (Entretien P17)

5.3.2.4. Flexibilité dans les limites de la sélectivité

La Fondation soutient indirectement les familles et les autres enfants en situation de pauvreté.

L'accord de coopération entre la Fondation et le partenaire social stipule que "les fonds doivent bénéficier exclusivement et directement à l'enfant, à l'exclusion de son environnement immédiat ou élargi ou de la partie elle-même". L'accent mis sur l'enfant individuel confirme l'approche sélective de la Fondation. En même temps, la Fondation laisse la possibilité d'interpréter cette disposition de manière plus large en faveur de la famille. Les partenaires sociaux de la première heure soulignent l'importance de cette approche plus large, en se référant à leur premier échange avec les fondateurs de Pelicano :

"Pelicano a alors dit : "L'ancienne idée de la caritas, ne l'installons pas. Continuons à fournir une certaine forme d'assistance ou de soutien aux familles en responsabilisant les parents et en leur permettant de faire appel à des ressources lorsque c'est vraiment nécessaire". Maintenant, ce que j'ai toujours beaucoup apprécié chez Pelicano, c'est qu'ils sont larges d'esprit dans leur idée, dans leur soutien à la pauvreté".

(Entretien P13)

Bien que l'aide soit destinée à l'enfant, la famille de l'enfant en bénéficie indirectement. Les fonds alloués aux enfants entraînent une amélioration de la qualité de vie de toute la famille, car l'argent qui n'est plus dépensé par les parents pour leurs enfants peut être transféré par ceux-ci vers d'autres domaines tels que le logement, les services publics, les loisirs, etc. :

"En général, les choses que nous payons sont très spécifiques aux enfants..... Mais d'une certaine manière, ils soulagent la famille. Il est clair que... Si j'ai pu payer des repas ou un voyage scolaire, il est évident que la famille peut se permettre de payer le chauffage. Nous payons pour les enfants afin que la famille puisse répondre à des besoins plus importants." *(Entretien P1)*

Dans des situations exceptionnelles, le budget peut également être utilisé explicitement au profit de toute la famille. Cela montre une certaine flexibilité de la part de la Fondation. Par exemple, selon ces partenaires sociaux, la Fondation a déjà pris en charge le paiement d'une caution ou d'un loyer :

"Nous avons ensuite aidé un parent très brièvement en termes de logement, avant qu'elle ne vienne au CPAS, nous avons donc payé le loyer deux fois, parce que, bon, cet enfant ne devait plus vivre dans la rue, nous devions nous assurer que cet enfant ait un abri." *(Entretien P18)*

Au cours de l'un des entretiens avec les membres du comité social, un des administrateurs nous a confié qu'il n'est pas toujours possible ou souhaitable de séparer les intérêts des parents et des enfants :

“Ces personnes se rendaient également à la banque alimentaire, mais elles n'avaient pas de réfrigérateur à la maison, pas de micro-ondes. À quoi sert la nourriture de la banque alimentaire si vous ne pouvez pas la stocker ou la réchauffer ? Puis ils ont dit : “OK, on va acheter un frigo là-bas, on va acheter un micro-ondes là-bas”. Alors vous dites, OK, bien, c'est pour les parents. Oui, dans une certaine mesure. Mais en fin de compte, c'est aussi pour les enfants. Les coûts sont toujours liés aux enfants. On ne peut jamais complètement tracer cette ligne non plus. Je me souviens d'un cas, une maman de Spa qui vivait avec deux enfants dans la maison d'un marchand de sommeil. Qui n'avaient pas d'eau chaude, qui n'avaient pas de chauffage, rien. Nous y avons acheté un camion de charbon. Vous pourriez dire, ok, bien, cette maman était chauffée avec ça. D'accord, mais les enfants aussi. Par conséquent, on ne peut jamais stricto sensu se séparer complètement, et on n'est pas obligé de le faire, je pense.” (Entretien A7)

Les partenaires sociaux observent un effet secondaire similaire pour le groupe à celui décrit ci-dessus pour la famille : d'autres enfants vulnérables peuvent indirectement bénéficier du soutien financier d'un enfant, en partie parce que cela allège la pression budgétaire sur une organisation :

“Mais nous le voyons aussi beaucoup comme une opportunité pour tout le monde. Si nous avons un enfant Pelicano dans le groupe, on peut utiliser d'autres ressources, qui ne devraient pas lui être destinées, pour quelqu'un d'autre.” (Entretien P15)

6. Synthèse

En guise de synthèse nous proposons de revenir succinctement sur les trois dimensions analytiques que nous avons mobilisées pour analyser les données récoltées auprès des partenaires sociaux de Pelicano et, de facto, qui nous ont permis de qualifier les stratégies de lutte contre la pauvreté.

Premièrement, la dimension qui se rapporte à l'approche conditionnelle ou inconditionnelle qu'adopte la Fondation dans les stratégies de lutte contre la pauvreté des enfants. L'analyse des données récoltées démontre le caractère quasi inconditionnel du soutien proposé par la Fondation à un enfant. Ce dernier peut bénéficier d'un budget alloué annuellement dès le moment où il est pris en charge par la Fondation et jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de 18 ans ou 25 ans (s'il décide de poursuivre un cycle d'études supérieures). Cette stratégie de la Fondation se distingue très nettement des stratégies développées par les autres acteurs privés et publics du champ de la lutte contre la pauvreté qui proposent des aides ponctuelles. Par ailleurs, le budget alloué peut être revu à la hausse lorsque l'enfant est confronté à des dépenses extraordinaires, telles que des opérations médicales, l'acquisition d'un ordinateur portable ou encore lorsque des dépenses imprévues surviennent dans la famille. La flexibilité du budget alloué permet une plus grande couverture contre les aléas qui surviennent dans la vie d'un enfant. De plus, le soutien proposé n'est pas conditionné au territoire où vit l'enfant, ni au partenaire avec lequel la Fondation collabore. En effet, lors d'un déménagement de la famille d'un enfant Pelicano, le soutien financier proposé perdure à la condition qu'un autre partenaire social prenne le relais dans ce nouveau territoire. L'inconditionnalité du soutien et la mise en œuvre de celui-ci sur le long terme constituent les pierres angulaires de la stratégie de la Fondation en matière de lutte contre la pauvreté infantile. Celles-ci font écho aux différentes recommandations formulées par la communauté scientifique, que ce soit du côté de la recherche en sciences sociales dans le champ de la pauvreté infantile ou du côté des analyses juridiques en matière de droits de l'enfant. La stratégie de la Fondation favorise durablement le développement des enfants qu'elle soutient et, in fine, produit à long terme un impact social plus important sur la vie de ceux-ci que celui proposé par d'autres structures privées ou publiques du champ de la lutte contre la pauvreté infantile.

Ensuite, les modes de collaboration entretenus par la Fondation avec ses partenaires sociaux peuvent eux-aussi être qualifiés de quasi-inconditionnels. La latitude dont bénéficient les partenaires sociaux dans la gestion, l'allocation et la justification du budget alloué à un enfant constitue un atout majeur pour la Fondation. D'une part les partenaires bénéficient d'une autonomie nécessaire au suivi des enfants qu'ils suivent. D'autre part, cette autonomie a pour effet de légitimer leur expertise.

Deuxièmement, la dimension qui se rapporte à l'approche instrumentale ou domaines de la vie qu'adopte la Fondation dans les stratégies de lutte contre la pauvreté des enfants. L'analyse des données récoltées démontre l'orientation « domaines de la vie » proposé par la Fondation à un enfant. Proposer un soutien financier qui couvre les différents domaines de vie d'un enfant représente une réelle plus-value pour les enfants que soutient la Fondation. Le budget alloué par la fondation est adapté en permanence aux besoins des enfants et poursuit l'objectif de permettre à ceux-ci de réaliser des aspirations futures à plus long terme. De plus, l'absence d'imposition d'un modèle culturel quant à la manière dont le budget peut être utilisé a pour effet de réduire la stigmatisation que pourraient subir les enfants, et par extension leurs parents. Par ailleurs, l'ambition de permettre à un enfant de s'extraire de sa condition sociale par le biais de la scolarisation et s'il le souhaite par la poursuite d'un cycle d'études supérieures favorise les opportunités de celui-ci à s'inscrire durablement sur le marché du travail. Grâce au soutien financier qui couvre les différents domaines de vie d'un enfant avec une attention particulière à l'éducation, la Fondation se différencie nettement des autres fondations et initiatives publiques ou privées. Cette stratégie produit indubitablement un impact social important sur les

enfants et limite les dynamiques de reproduction de la pauvreté.

Troisièmement, les stratégies de lutte contre la pauvreté de la Fondation peuvent être qualifiées de sélectives car elles se concentrent sur un groupe cible spécifique, celui des enfants les plus pauvres et les plus vulnérables.

Enfin, Il est important de noter que les données récoltées auprès des partenaires sociaux révèlent que ceux-ci ont parfois recours à des stratégies davantage conditionnelles et instrumentales que celles suggérées par la Fondation. Nous abordons ces enjeux dans la section suivante « recommandations » et proposons des pistes de réflexions pour limiter leurs impacts.

7. Recommandations

7.1. Mettre en œuvre la professionnalisation des partenaires sociaux et des espaces d'intervision

Le fait que certains partenaires sociaux développent des stratégies davantage instrumentales et conditionnelles que celles souhaitées par la Fondation pourraient être contrecarrées par la mise en place d'un dispositif de professionnalisation et d'intervision. L'analyse des données récoltées auprès des partenaires montre que Pelicano fait preuve d'une confiance quasi aveugle envers ses partenaires sociaux. Le contact et la communication se font principalement par le biais du comité social, qui évalue les demandes des partenaires et analyse les comptes sur les dépenses financières. Nous sommes conscients que la grande flexibilité dont fait preuve la Fondation est un atout pour les partenaires sociaux. En effet, ces derniers regrettent une trop grande bureaucratisation des structures classiques de l'aide sociale en Belgique. Afin de ne pas tomber dans les travers de la bureaucratisation, nous proposons que la Fondation entame une réflexion sur la professionnalisation des partenaires avec lesquels elle collabore. La professionnalisation pourrait s'opérer autour de plusieurs axes en fonction des spécificités des partenaires : 1) leur permettre de connaître davantage le fonctionnement du système d'aide sociale et des structures de l'État-providence dans la lutte contre la pauvreté afin qu'ils mobilisent d'autres services et acteurs publics qui pourraient soutenir les familles qu'ils suivent (par exemple, les centres publics d'action sociale) ; 2) leur proposer un accompagnement à la gestion financière du budget alloué, particulièrement pour les partenaires qui ne sont pas habitués à évaluer la situation financière des familles telles que les écoles ; 3) leur proposer des formations spécifiques en matière de sensibilisation à la pauvreté afin qu'ils puissent faire face à des situations particulièrement complexes.

Nous proposons aussi de développer des moments d'intervision entre les partenaires de la Fondation afin que ceux-ci échangent sur leurs pratiques et développent une dynamique d'apprentissage mutuel.

7.2. Définir le critère d'extrême pauvreté

L'objectif de la Fondation de cibler les enfants/jeunes les plus vulnérables, en situation d'extrême pauvreté, induit la nécessité de s'aligner sur l'assistance sociale traditionnelle (CPAS), c'est-à-dire le soutien ciblant les enfants/jeunes éligibles à l'assistance. Force est de constater qu'il existe une grande diversité de pratiques parmi les partenaires dans la sélection des enfants/jeunes au regard du critère de l'extrême pauvreté. La latitude dont disposent les partenaires sociaux dans l'identification et la sélection des enfants/jeunes soumis aux comités sociaux conduit à une forme de concurrence entre les enfants ayant droit au soutien de Pelicano. Par conséquent, nous proposons également que la Fondation définisse une politique d'intégration à l'adresse des partenaires qui souhaiteraient débiter une collaboration. Ce processus d'intégration permettrait de transmettre davantage d'informations sur les stratégies de lutte contre la pauvreté de la Fondation (quasi-inconditionnelle, orientée sur les domaines de la vie, définition d'extrême pauvreté etc.) et ainsi diminuer le risque que les partenaires sociaux développent des stratégies en désaccord avec celles de la Fondation.

7.3. Redessiner l'allocation des ressources vers une universalité proportionnelle

Outre les avantages involontaires que les budgets alloués aux enfants Pelicano produisent sur d'autres enfants de leurs environnements (voir section « flexibilité dans les limites de la sélectivité »), une grande partie des partenaires de la région néerlandophone proposent une refonte de l'allocation des ressources afin de pouvoir dépenser de manière plus créative et répondre à davantage de besoins d'enfants différents. Les propositions formulées pour des modèles de redistribution alternatifs varient selon l'organisation dont sont issus les partenaires. Par exemple, un centre orthopédique où séjournent des enfants raisonne constamment en termes de groupe d'enfants aux besoins divers, alors qu'un CPAS raisonne plutôt à partir de l'entité d'une famille. De plus, certains partenaires sociaux remettent en question la construction individuelle de "l'enfant Pelicano" et pensent à partir d'une approche plus collective pour le bénéfice de plus d'enfants et de familles. Comme mentionné à la section « La pauvreté des enfants : une violation des droits de l'enfant », malgré la mise à l'agenda politique de la lutte contre la pauvreté infantile depuis une dizaine d'années, la pauvreté infantile ne cesse d'augmenter en Belgique. Cette augmentation peut en partie expliquer les raisons pour lesquelles la Fondation est victime de son succès en Flandre et nous permet d'affirmer que ce phénomène ne tardera pas à se développer en Wallonie. Dès lors, nous proposons d'entamer une réflexion autour de l'allocation des ressources qui pourrait être davantage flexible et qui tendrait vers une forme d'universalité proportionnelle. La mise en place d'un budget en lien avec les besoins spécifiques de l'enfant et non pas identiques pour tous ou encore l'allocation d'un budget plus important aux partenaires dont les structures regroupent beaucoup d'enfants éligibles permettraient à la Fondation et ses partenaires de soutenir davantage d'enfants.

7.4. Entamer une réflexion sur l'impact et la légitimité de Pelicano

En suite de la première réunion de synthèse qui s'est tenue le 12 avril 2022 entre l'équipe de recherche et quelques responsables de Pelicano, il est apparu notamment à travers le débat sur le « Branding » et la stratégie de communication de la Fondation que la question de l'image était clairement posée avec d'autant plus de difficulté que Pelicano s'adresse à des partenaires multiples (donateurs d'une part, partenaires sociaux d'autre part dans leur diversité respective) pouvant avoir des visions et des attentes spécifiques et différentes. Il s'agit là d'un point important qui illustre toute la complexité de la stratégie de la Fondation à la fois orientée vers des publics d'enfants en situation de grande précarité et à la fois orientée vers des donations en provenance de personnes et d'entreprises privées capables d'en assurer le financement. En termes d'impact, si le problème social de la pauvreté infantile touche le grand public qui apparaît sensible à cette réalité, particulièrement en temps de crise, il n'en va pas de même de l'image de Pelicano qui apparaît encore relativement peu connue.

Pour l'équipe de recherche, il s'agit là d'un problème qui, dans les termes des sciences sociales, renvoie à la question centrale de la légitimité de l'action. A cet égard, toute l'étude de l'équipe de recherche aura consisté à montrer combien la Fondation, à travers son action, est un acteur politique (acteur des politiques sociales), un acteur économique (entreprenariat social) et un acteur de citoyenneté (lutte contre la pauvreté infantile à travers une dynamique d'égalité des chances).

7.5. Légitimer l'action de Pelicano à travers son professionnalisme et la reconnaissance de son expertise

La légitimité est une question assez classique que rencontrent généralement dans leur ensemble les fondations philanthropiques en particulier face aux organismes publics de l'État social (Welfare State). En effet, ne pouvant retirer directement leur légitimité d'une autorité publique (communale, provinciale, régionale, voire fédérale) voire d'une élection populaire (population qui ne connaît pas suffisamment la Fondation), elles sont généralement amenées à le faire sur la base de la professionnalisation et de la reconnaissance de leur expertise. Cette situation les conduit souvent à développer des réseaux de collaboration et d'accréditation à partir d'évaluations établies par des pairs ou encore à s'inscrire dans des dynamiques de congrès, de publications, de recherches, à développer des liens structurels avec les universités, avec les centres de recherche et les Hautes Écoles. Ces réseaux de collaboration et d'évaluation visant clairement à renforcer leur professionnalisme et leur expertise et à échanger sur les bonnes pratiques (best practices) se constituent souvent autour d'associations nationales des Fondations (dans les pays à grande tradition philanthropiques) voire au sein de grandes associations internationales et/ou européennes telles que l'European Foundation Center ou l'European Venture Philanthropy Association (dont le siège est à Bruxelles). Celles-ci visent à promouvoir la philanthropie à travers les collaborations entre partenaires, à protéger la philanthropie et à renforcer ses moyens d'existence à côté des politiques publiques.

Ces associations sont des acteurs importants de la défense du rôle des fondations qui, tout en valorisant la société civile, prônent l'existence d'un tiers secteur fort et indépendant, face à l'État et aux politiques publiques. Or, face à l'autorité publique, leur quête de légitimité s'appuie sur leur professionnalisme qui s'affirme à travers :

- La mise en valeur des compétences des fondations et de leurs responsables
- La documentation des actions développées par les fondations membres (benchmarking),
- La production et la mise en valeur des savoirs spécifiques,
- L'organisation de conférences publiques et de symposiums
- L'identification et la promotion des initiatives innovantes,
- Les programmes créatifs,
- L'organisation des ateliers d'échange et de discussion,
- L'élaboration progressive de visions communes et transversales sur la philanthropie et ses effets sur les publics destinataires à côté ou en complément de l'intervention étatique.

Que Pelicano choisisse de s'investir ou non dans ces réseaux internationaux, il nous apparaît toutefois que cette réflexion plus large sur la légitimité de la philanthropie, nous permet de conclure à la nécessité d'une professionnalisation et d'une reconnaissance de l'expertise déployée depuis plusieurs années par Pelicano. À notre sens, cette quête de légitimité de l'expertise Pelicano, en l'absence d'une légitimité sociale et politique forte, devrait davantage être recherchée et communiquée à travers un plan stratégique.

7.6. Définir un plan stratégique

S'agissant de Pelicano et plus spécifiquement de son développement, étant donné que notre recherche s'est essentiellement orientée vers les partenaires sociaux, qui apparaissent très clairement comme des intermédiaires stratégiques entre les situations de pauvreté que vivent les enfants et la Fondation, il nous apparaît que l'impact social, culturel et éducatif est important et très directement lié aux actions concrètes déjà entreprises tant auprès des partenaires sociaux que des organismes financeurs. Toutefois, il est primordial d'accroître la visibilité de cette action, il nous apparaît important de conseiller à la Fondation de tenter également d'asseoir sa légitimité en veillant bien à accroître son impact social, culturel et éducatif au niveau de la société civile belge. À notre sens, Pelicano devrait développer une stratégie visant à faire davantage connaître la Fondation (une marque Pelicano) et ce, à partir d'une vision globale pouvant être largement diffusée.

Il apparaît ainsi primordial de se doter d'un plan stratégique, ainsi que le font aujourd'hui les grandes entreprises privées et publiques, les fondations, les universités, les organes internationaux. Notre étude a ainsi montré combien Pelicano a pu se créer une place dans le champ de lutte contre la pauvreté en devenant un acteur politique (acteur des politiques sociales), un acteur économique (entrepreneuriat social) et un acteur de citoyenneté (lutte contre la pauvreté infantile, acteur d'égalité des chances) mais à cet acteur, il faut désormais un branding global appuyé sur une stratégie de développement, davantage précisée et communiquée. Or, ce positionnement doit être orienté vers des publics et des acteurs différents et reposer sur des stratégies spécifiques.

Il s'agirait dès lors pour la Fondation d'élaborer (à savoir : rédiger, représenter et communiquer) un Plan

Stratégique qui reprendrait les grands volets classiques d'un tel exercice mené par les acteurs de Pelicano.

Une identification de la mission. Il s'agirait de rédiger quelques lignes sur votre raison d'être, votre projet pour la société et en quoi il relie des enfants, des partenaires sociaux, des donatrices et donateurs. Un plan stratégique doit porter un titre, court, accrocheur qui pourrait devenir le « slogan » du développement stratégique de Pelicano, voire de la « marque » Pelicano. Avec ces quelques lignes rédigées, le lecteur doit saisir la portée du projet.

Votre vision, votre ambition. Quelle est votre vision (pour l'avenir), la force positive et humaniste qui vous anime, votre regard sur le futur (ex. : une société solidaire où chaque enfant pourrait se développer de manière autonome ; un monde offrant du parcours ou du possible à tous les enfants, etc.) ? Quelques lignes également.

Vos valeurs clés, vos croyances, vos fondements. Quelles grandes valeurs transversales cherchez-vous à promouvoir à travers votre action (ex. : engagement – solidarité – épanouissement – innovation – responsabilité sociétale – égalité, etc.) ? Il ne s'agit pas d'un catalogue mais d'identifier et de développer en quelques lignes claires les valeurs qui vous caractérisent et vous réunissent et éclairent votre dimension sociétale

Votre présentation. En quelques mots et avec quelques critères illustrés notamment par des petits logos, il s'agit ici de vous présenter de manière dynamique en évitant de trop longs textes (ex. : nombre d'années d'existence – une Fondation nationale œuvrant en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles – nombre d'interventions et/ou de partenariats – non pas annoncer des montants mais que 100% des dons vont vers les enfants, etc.).

Identifier vos axes stratégiques. Vous devez identifier 3 ou 4 axes stratégiques prioritaires autour de verbes d'action. N'en choisissez pas de trop, au risque de diluer votre intervention (ex. : Lutter contre la pauvreté infantile – Accroître et cultiver un réseau dynamique de donateurs – Améliorer l'impact social de la Fondation – Donner une chance à chaque enfant – S'appuyer sur une organisation professionnelle, innovante et efficiente). Il est primordial d'identifier au minimum un axe par grand domaine et par grand acteur auprès duquel et avec lequel vous intervenez (action auprès des enfants – développement du réseau avec les partenaires – étendre le réseau des donateurs). Les axes pourront être par la suite présentés brièvement dans le document.

Identifier des objectifs par axe stratégique et des actions à entreprendre par objectif. Chaque axe sera numéroté et chaque objectif correspondant également (ex. Objectif 2 de l'axe I : I.2, objectif 3 de l'axe III : 3.3, etc.). Il en ira de même avec chaque action correspondant à chaque objectif (ex. : I.3.2., etc.).

7.6.1. De la légitimité à l'impact

Un plan stratégique doit constituer une feuille de route sur les actions à entreprendre. Il doit contenir une liste d'actions simples et claires à suivre et à mettre en œuvre, en fonction des objectifs et des priorités définis par la Fondation. Il propose ainsi de fixer des objectifs et offre un plan global pour les atteindre tout en répondant à quelques grands principes de segmentation de l'action (et des partenariats), d'attractivité, de ciblage des actions et de positionnement de la Fondation dans un champ politique, socio-économique et culturel.

Un plan stratégique, s'il énumère des mesures concrètes doit également donner du sens à l'action entreprise. Il doit offrir un référentiel et une cohérence à suivre pour les acteurs de la Fondation. Ce faisant, il est également destiné à être largement communiqué vers l'extérieur. En outre, il fournit des lignes stratégiques claires, saisissables par tout le monde. Ces lignes stratégiques, tout en contribuant à clarifier l'action de Pelicano et à la faire reconnaître (légitimité), définiront également les grands axes et les indicateurs (vecteurs) de son impact politique, social, économique et culturel.